

L'ingénierie sociale: un champ d'application de la sociologie peu valorisé en Algérie .

Brahim Benmoussa

Département de sociologie

- Université d'Alger 2

Introduction :

L'Ingénierie sociale, application de la sociologie dans la mise en œuvre des programmes de développement , a connu un essor important au cours des années 1980 et 1990 dans les projets financés par les organismes de coopération internationale.

De façon générale, tout processus d'ingénierie sociale intègre une approche sociologique où est mise en œuvre une démarche participative, et ce processus repose sur un montage associant plusieurs partenaires visant l'adhésion à un projet de développement ainsi que son appropriation par les bénéficiaires qu'il cible.

L'Ingénierie sociale correspond ainsi à une investigation et une analyse menée conjointement à une démarche participative comportant des actions de facilitation et de médiation.

De ce fait l'évaluation sociale initiée dans le cadre de tout processus d'ingénierie sociale repose sur une approche pluridisciplinaire visant

la mise au point d'un «état des lieux » précis concernant la situation socio-économique des populations et des communautés concernées par un projet quelconque.

Bien entendu, la sociologie y occupe une place privilégiée justifiée par l'objet même de cette discipline.

Qu'en est-il de ce domaine d'application de la sociologie? Quelle place occupe l'Ingénierie sociale en Algérie et quelles sont ses perspectives?

1- L'ingénierie sociale , un cadre de production du savoir socio anthropologique.

De nombreux sociologues, anthropologues et économistes ont élaboré des réflexions sur la portée heuristique de l'ingénierie sociale, et il ressort de leurs travaux que la recherche participative qui la supporte est l'aboutissement de différentes traditions dans le secteur de la recherche, qui ont vu le jour dans la seconde moitié du 20e siècle. Elle constitue un domaine où la production scientifique a été particulièrement riche au cours des dernières décennies, aussi bien dans le monde anglo-saxon qu'en Europe.

Issue d'un ensemble de travaux de praticiens et de chercheurs dont Robert Chambers, John Turner, Michael Cernea, Olivier de Sardan et d'autres théoriciens du développement, l'approche participative mise en œuvre au cours des processus d'ingénierie sociale présente un lien étroit avec la production du savoir en sciences sociales, et son utilisation est devenue chez bon nombre d'auteurs synonyme de socio-

anthropologie du développement. Olivier De Sardan notamment y a consacré plusieurs publications issues de sa participation à de nombreuses enquêtes participatives et de nombreux travaux de terrain en Afrique.

Michael Cernea (professeur et chercheur en anthropologie et qui fut conseiller principal de la politique sociale à la Banque Mondiale) a publié également des travaux qui tiennent lieu de référence dans le domaine des applications de la sociologie.

Il convient de souligner en outre que la préparation et la conduite sur le terrain des enquêtes participatives montrent bien que ce n'est pas seulement comme outils d'accompagnement des institutions que les approches participatives et l'ingénierie sociale peuvent intéresser le chercheur. Elles ont, en effet une portée heuristique et méthodologique dans la connaissance de la société parce qu'elles mettent le chercheur en position d'observation participation, au sein d'une communauté¹.

La posture anthropologique que donne au chercheur la mise en œuvre de ces méthodes ainsi que son implication directe dans un processus de changement social, constituent deux éléments importants qui sont

1 Ce rôle d'animateur permet de faire parler les individus, qui lors d'un processus d'élaboration des idées se situent dans un cadre inédit, différent de leur environnement institutionnel quotidien. Cela permet ainsi de les soustraire aux cadres institutionnels traditionnels, de les en "affranchir" temporairement et de leur faire prendre conscience de leur position dans la communauté

en mesure de créer de nouveaux objets dans le champ des sciences sociales. "Les processus de changement social et de développement fournissent à l'anthropologie de nouveaux objets et lui posent de nouvelles questions. Par là ils peuvent contribuer à renouveler pour une part les problématiques non seulement de l'anthropologie, mais, à travers elle, de la sociologie et des sciences sociales." (J.P.Olivier de Sardan 1995).

2- L'ingénierie sociale dans les programmes de développement.

Le thème de la participation des populations à la mise en œuvre d'un programme de développement local apparaît et connaît une généralisation relativement importante durant les années 1980, au moment où le système d'aide aux Etats des pays en voie de développement s'est modifié par rapport aux décades précédentes ; celui-ci s'est complexifié, donnant lieu à une situation où ces Etats sont en crise et se cherchent une nouvelle légitimité.

Les institutions internationales contournent en partie les Etats après les avoir généralement soutenus dans leur entreprise de modernisation qu'ils ont imposée à des populations atomisées ou "encadrées", et ces mêmes Etats se retrouvent dans une "configuration développementiste" qui a profondément évolué et qui a entraîné la fin, sinon la décadence des formes de gouvernance développementistes autoritaires.

Dans la relation qui se noue de cette manière entre les Etats des pays en voie de développement et les institutions internationales, se sont peu à peu imposées les approches participatives utilisées dans l'ingénierie sociale."Le "problème" s'enracine dans la communauté et le but de la recherche est d'améliorer la vie des personnes touchées, grâce à une transformation structurale. Les membres de la communauté participent à la gestion du processus de recherche global qui favorise l'habilitation, en renforçant la conscience qu'ont les gens de leurs propres capacités." (J.P.Olivier de Sardan, idem)

Ainsi apparaissent la particularité de l'approche participative dans le cadre d'un processus d'ingénierie sociale ainsi que les différents niveaux d'interactions qui s'y déroulent entre le chercheur et la communauté au sein de laquelle il travaille.

Cette approche représente, en tout état de cause, un domaine parfois controversé en raison de ce que l'on pourrait appeler la "subjectivité supposée" (P.L.Delville, 2005) à laquelle l'associent certains chercheurs².

Liée en général à la mise en œuvre de politiques de développement, l'ingénierie sociale subit "le poids inévitable du rapport que le chercheur noue directement ou indirectement avec l'Etat et, par conséquent, fait l'objet d'une attitude critique de la part des opposants

² Ces derniers l'assimilent parfois aux politiques des Etats et au rôle joué par les institutions internationales dans ce cadre.

aux politiques des Etats ou, simplement, de la part des intellectuels traditionnels au sens gramscien du terme" (B. Benmoussa. 2007)

Bien que son champ ne se limite pas à la mise en œuvre de programmes de développement dans les pays du tiers-monde et que nombreuses institutions occidentales, des ONG notamment font appel à ses techniques pour impliquer des groupes et des communautés dans des actions diverses, l'ingénierie sociale reste essentiellement synonyme de l'association des populations des pays en voie de développement à la mise en œuvre de programmes financés par des bailleurs de fonds internationaux³. Elle reste par ailleurs fortement présente dans les publications que ces organismes produisent autour des méthodes et techniques relatives à cette approche.

3. Problématique de la participation des populations aux actions de développement en Algérie.

La participation des populations aux actions de développement a pour point de départ la connaissance des besoins, attentes et motivations de ces populations, dans lesquelles l'enquête sociologique est déterminante.

La planification centrale menée par un Etat autoritaire a toujours caractérisé les relations entre le pouvoir et le citoyen en Algérie, et ce

³La Banque Mondiale et la FAO sont des exemples qui illustrent cette situation à travers des actions qui mettent en jeu ces approches.

dernier a rarement fait l'objet de consultations lors de la conception et de la mise en œuvre des programmes de développement. Les plans quadriennaux et quinquennaux qui ont fait les grands jours des planificateurs algériens des années 1970 et 1980 furent conçus et élaborés dans les structures centrales de l'Etat par des technocrates le plus souvent coupés des réalités du terrain.

Les sciences sociales y furent intégrées selon des procédures généralement limitées au calcul économique et à l'usage politique qui visaient essentiellement l'efficacité en recourant à la compétence des économistes ainsi que la justification idéologique des politiques de l'Etat, par l'appui que pouvaient apporter les sciences de la communication et l'usage des médias. Les autres sciences sociales, en particulier la sociologie, n'ont pas été, associées de façon notable à l'élaboration des politiques de développement au moyen d'études autour des bénéficiaires de ces politiques⁴.

D'ailleurs, dans ce contexte marqué par la rareté des échanges participatifs, gouvernants et gouvernés se trouvent sur deux "territoires" différents ; la communication entre les pouvoirs publics et la population est si faible que la société s'en trouve aujourd'hui dans

⁴ Il est utile de rappeler dans ce cadre que pendant la guerre de libération les autorités françaises avaient eu recours aux travaux de sociologues pour intervenir dans l'élaboration du plan de Constantine (Pierre Bourdieu et Germaine Tillon font partie des sociologues à qui il a été fait appel pour approfondir la connaissance de la société algérienne pour les besoins de ce plan).

une situation de désorganisation assez remarquable : urbanisme hors normes et dysfonctionnements importants, développement anarchique des villes, environnement dégradé, déplacements incontrôlés des populations. " Les décideurs décident peu, les développeurs développent peu, les aménageurs aménagent peu ...mais sur le terrain, le relais a été pris par les « aménagés », par les populations. Celles-ci développent désormais face aux actions engagées depuis 1980, des stratégies propres très efficaces" (A. Bendjelid, J.C.Brûlé, J. Fontaine, 2004)

Dans ce décor, la logique de la planification centrale ajoutée à la nature particulière des rapports entretenus par l'Etat algérien avec les institutions financières internationales⁵, ont fait que ce n'est qu'après la crise économique des années 1990 et la mise en œuvre du plan d'ajustement structurel qui s'en est suivi, que l'Algérie a entamé des rapports de coopération suivis avec les organismes internationaux et les bailleurs de fonds.

C'est sans doute pour cette raison que les enquêtes sociologiques menées dans la cadre de processus d'ingénierie sociale ont été introduites en Algérie dans un contexte où la planification a toujours

⁵ Les rapports de l'Etat algérien avec la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International étaient basés sur le souci d'indépendance et de souveraineté jusqu'à la mise en œuvre du programme d'ajustement structurel en 1993

fonctionné de manière centralisée et où les populations n'étaient pas associées aux actions de développement.

L'ingénierie sociale fut donc introduite en Algérie à la fin des années 90 dans un contexte marqué par une crise économique importante (baisse des revenus pétroliers et rééchelonnement de la dette extérieure) sous la pression des bailleurs de fonds internationaux.

4Quelle évaluation des approches sociologiques dans les programmes de développement en Algérie ?

L'ingénierie sociale qui constitue par de nombreux aspects un cadre où apparaissent des modalités de démocratie participative qui fut "imposée" par les institutions internationales dans un contexte de crise économique, a, il faut le souligner connu un ralentissement net ainsi qu'une désaffection par les "décideurs" depuis l'embellie pétrolière du milieu des années 2000. Cette nouvelle donne s'est accompagnée dans une même logique par un retour important à la planification centrale autoritaire de l'Etat.

En tout état de cause, l'ingénierie sociale a touché à la fin des années 1990 et au début des années 2000 un certain nombre de secteurs et d'activités dont il convient de citer en particulier l'Agence de Développement Social (ADS), qui a notamment réalisé en 1999 avec l'appui financier et technique de la Banque Mondiale une étude

participative(CENEAP/ADS, 1999) consacrée à la mise en œuvre de projets de développement communautaire.⁶

Le ministère de l'intérieur et des collectivités locales a par ailleurs réalisé en 2001 une étude sur l'identification des besoins des quartiers défavorisés, majoritairement en milieu rural également, qui a touché toutes les wilayas du pays (Services du ministre délégué au développement rural.. 2004).

En outre, les services du ministre délégué au développement rural ont mis au point en 2003 une stratégie nationale de développement rural durable qui dépasse le cadre strict de l'activité agricole et qui a ciblé les populations rurales les plus vulnérables vivant dans les zones les plus défavorisées. Cette stratégie repose sur la mise en œuvre de deux types d'actions reposant sur des démarches participatives : les projets de proximité de développement rural intégré (PPDRI) et les projets de proximité de lutte contre la désertification (PPLCD).

Selon les textes du ministère en charge de ces programmes le PPDRI "consiste en une démarche spécifique d'accompagnement des populations rurales aux plans technique, organisationnel et financier, visant à rendre leurs activités économiques durables, génératrices de revenus, et en mesure de leur assurer une meilleure sécurité

⁶Lors de la conduite de cette étude, il a été fait appel à plusieurs sociologues algériens et étrangers qui ont mis en œuvre des techniques de l'anthropologie et de la sociologie.

alimentaire ainsi que des conditions de vie plus favorables". (Services du ministre délégué au développement rural. – juin 2004)

En outre, l'ampleur des déplacements de populations pendant la crise sécuritaire a nécessité la mise en place par les pouvoirs publics à partir de 2003 de programmes d'incitation au retour des familles déplacées sur leurs terres par le financement de projets communautaires et individuels d'amélioration des conditions de vie et d'habitat. Un dispositif particulier en ce sens a été mis en œuvre par le Ministère de l'Habitat afin de financer la construction ou l'amélioration des habitations rurales.

Il est utile d'indiquer d'autre part que l'Algérie a initié depuis 1998 un programme de Résorption de l'Habitat Précaire (dit projet RHP) financé par la Banque Mondiale.

" Ce programme possédait plusieurs particularités dont la plus importante résidait dans l'introduction d'une nouvelle méthodologie de préparation, de mise en œuvre et de financement faisant appel à des degrés divers et selon des modalités précises, à la participation des populations concernées." (Ministère algérien de l'Habitat et Banque Mondiale, 1999)

Outre ces programmes, d'autres actions de développement communautaire ponctuelles et de portée relativement réduite ont été lancées par des institutions internationales dont il convient de citer en particulier un programme de la Commission Européenne intitulé «

« Appui au développement socio-économique local dans le nord-est de l'Algérie », qui cible les populations de 50 communes rurales.

Conclusion : Quelles perspectives pour l'ingénierie sociale en Algérie ?

Introduite dans un contexte marqué par une crise économique sévère, l'ingénierie sociale fut mise en œuvre en Algérie dans le cadre de projets financés par les bailleurs de fonds internationaux et elle connaît aujourd'hui une désaffection par les décideurs due essentiellement à la remontée notable des revenus pétroliers depuis le milieu des années 2000.

Les ressources financières particulièrement importantes créées par les revenus pétroliers ont permis à l'Etat de gagner en indépendance par rapport aux organismes financiers internationaux et de retrouver un pouvoir de décision élevé qui lui a permis de renouer avec des modes de gouvernance basés sur la centralisation et l'absence de consultation des populations.

Dans ce contexte marqué par la centralisation de la décision, l'Ingénierie sociale est aujourd'hui peu valorisée bien qu'elle peut contribuer efficacement à la déconcentration par l'intégration des citoyens à la gouvernance de la vie sociale et économique.

Ses champs d'intervention sont nombreux et concernent tous les secteurs de l'activité économique et de la vie sociale:éducation, urbanisme, santé, emploi, transport etc.

Le développement de cette application de la sociologie reste cependant, déterminé par deux éléments majeurs : la volonté politique de connaître l'opinion et de l'intégrer aux processus décisionnels d'une part et le statut des sciences sociales d'autre part qui est marqué à la fois par leur dévalorisation et leur marginalisation.

Bibliographie

Ouvrages :

- Abed Bendjelid, Jean-Claude Brûlé, Jacques Fontaine « Aménageurs et aménagés en Algérie, héritage des années Boumediene et Chadli » L'harmattan, Paris – 2004, texte de couverture.
- Benbekhti Omar intitulé "La stratégie sociale du développement rural -Introduction aux méthodes de l'approche participative", Editions Dar El Gharb, Oran, 2004
- Cernea Michael ., "La dimension humaine dans les projets de développement", Karthala, Paris 2001
- Jean-Pierre Olivier de Sardan, "Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social", Apad-karthala, Paris, 1995 P. 46

Thèses :

- Brahim Benmoussa « Approches participatives et production du savoir sur l'Algérie rurale » (Thèse de doctorat d'État en Sociologie – Université d'Alger - 2007).

Articles et communications :

- Cernea Michael : "*La sociologie des déplacements forcés: un modèle théorique.*" In *Autrepart*, 5- 1998
- Rebecca S. Hagey, in "La recherche participative : utilité et abus" publication de l'agence de santé publique du Canada, Volume 18, N° 1- 2000

- Philippe Lavigne Delville "Les diagnostics participatifs dans le cadre des projets de développement rural dans les pays en développement : postulats, pratiques et effets sociaux des PRA/Marp", Communication au colloque« Cultures et pratiques participatives : une perspective comparative», organisé par le LAIOS et l'AFSP, Paris, 20-21 janvier 2005.

Documents divers :

- "L'analyse sociale, guide de référence pour l'analyse sociale : intégration des dimensions sociales dans les projets appuyés par la Banque" – Banque Mondiale, 2002 142 pages. "
- Approche participative, communication et gestion des ressources forestières en Afrique sahélienne: Bilan et perspectives," FAO, 1995
- Evaluation participative des besoins et de la capacité communautaire", CENEAP/ADS, 1999.
- " Audit socio-économique et hiérarchisation des besoins des quartiers, centres ruraux et ksours" BNEDER/ MICL, 2002
- Rapport de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre de la politique de développement rural"- Services du ministre délégué au développement rural. – juin 2004.
- Guide de procédures du volet socio-économique dans l'identification et la préparation des avant-projets de relogement et de restructuration"
- Ministère algérien de l'Habitat et Banque Mondiale, 1999